

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
50 Victoria St. / 50, rue Victoria
Place du Portage , Phase I
Mailroom C114
salle de courrier C114
Gatineau
Québec
J8X 3X1
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Information Security and Electronic Warfare Major
Proj/Division de la sécurité de l'information et de la
guerre
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Information Technology Infrastructu Infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du c	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-18IT01/C	Amendment No. - N° modif. 014
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-18IT01	Date 2024-03-25
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QE-061-29203	
File No. - N° de dossier 061qe.W8474-18IT01	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2024-03-28 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Abela, Aaron	Buyer Id - Id de l'acheteur 061qe
Telephone No. - N° de téléphone () - ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION 014 DE L'ISQ

La modification no 014 de l'invitation à se qualifier vise à :

- A) Publier les questions posées par les répondants pendant la période d'affichage de l'ISQ et les réponses à celles-ci.
- B) Modifier la modification n° 007 de l'ISQ, PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, section 7.1.2 – Autorisation de tâches, point (b) (VI).
- C) Modifier la modification n° 007 de l'ISQ, PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, section 7.1.2 – Autorisation de tâche, point (d) – Garantie des travaux minimums – Tous les travaux – Autorisation de tâches.
- D) Modifier n° 007 de l'ISQ la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, section 7.13 – Priorité des documents (g) – Annexe D – Entente de non-divulgence.
- E) Modifier la modification n° 007 de l'ISQ, PARTIE 7 – Annexe D – Entreprise – Entente de non-divulgence pour la participation au processus de demande de soumissions et de coopération financée.
- F) Modifier la PARTIE 1 – Renseignements généraux, section 1.1 Introduction.
- G) Modifier la PARTIE 1 – Renseignements généraux, section 1.8 – Autres entrepreneurs et ressources du secteur privé.
- H) Modifier la PARTIE 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, section 5.2.3 – Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires, sous-section 5.2.3.1 – Exigence de non-divulgence.
- I) Modifier la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, section 7.13 – Priorité des documents (g) – Annexe D – Entente de non-divulgence.

A) Questions et réponses

Numéro de question	Question	Réponse
089	<p>Renvoi à la modification 007 de l'invitation à se qualifier (ISQ) concernant l'article 7.4 – Exigence de confidentialité.</p> <p>Tel que rédigé, l'article 7.4 semble : i) exiger que les répondants soient inscrits au Programme de sécurité des contrats ou au Programme des marchandises contrôlées, même si les renseignements ne sont pas visés par les programmes (ce qui nécessiterait que l'entrepreneur de coopération financée obtienne des autorisations pour le personnel impliqué dans l'administration des contrats, dont la facturation); ii) contredire les obligations de l'entrepreneur de coopération financée dans le cadre du Programme de sécurité des contrats et du Programme des marchandises contrôlées; iii) contredire l'article 22 (Confidentialité) des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2035.</p> <p>L'exigence de se conformer aux instructions orales constitue une difficulté dans le cadre de la gestion et de la tenue de dossiers. Comme le non-respect des exigences peut entraîner de graves répercussions, des instructions écrites devraient être exigées.</p>	<p>a) Pour plus de précision, reportez-vous au reste de la présente modification de l'invitation à se qualifier (ISQ).</p> <p>b) Tous les renseignements fournis à un entrepreneur de CF doivent demeurer confidentiels conformément aux dispositions de l'article 22 (Confidentialité) des CCUA 2035.</p> <p>Pour en savoir plus, voir la section D) ci-dessous.</p> <p>c) Pour en savoir plus, voir la section D) ci-dessous.</p>

	<p>Finally, article 7.4 deals with « other policies applicable ». We have found no other policy that seems relevant. As these policies are not identified, it is impossible for the respondents to know the policies and respect them.</p> <p>a) Could Canada make the contract of financial cooperation be considered as confidential information under article 22 of the CCIA 2035, rather than creating different modalities of confidentiality for the contract of financial cooperation? This would avoid any misunderstanding as to whether the confidential information on the financial cooperation entrepreneur included in the contract of financial cooperation would be covered by article 7.4.</p> <p>b) Could Canada confirm that the confidential information that is not presented to the financial cooperation entrepreneur as controlled goods, protected documents or classified information is only subject to the provisions of article 22 of the CCIA 2035?</p> <p>c) Could Canada delete the reference to oral instructions?</p>	
090	<p>Renvoi à la modification No 007 de l'invitation à se qualifier (ISQ) concernant l'article 7.4 – Exigence de confidentialité et annexe D – Entente de non-divulgence</p> <p>Le Canada pourrait-il prendre en compte les modifications suivantes de l'article 7.4 à des fins de clarification :</p> <p><i>L'entrepreneur de coopération financée reconnaît et comprend que le contrat de coopération financée contient des renseignements de nature délicate qui doivent être conservés à titre confidentiel, sans divulgation, sauf pour les personnes qui ont besoin d'en prendre connaissance dans le seul but d'exécuter le contrat de coopération financée <u>conformément à l'article 22 (Confidentialité) des CCIA 2035</u>. En acceptant le contrat de coopération financée, l'entrepreneur de coopération financée atteste qu'il ne communiquera d'aucune façon l'existence de ce contrat de coopération financée, son contenu ou tout renseignement connexe à quiconque, à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement du Canada, à l'exception i) des représentants de l'autorité contractante, du responsable technique ou du responsable de l'approvisionnement du gouvernement du Canada, ou ii) de ses employés qui ont besoin d'en prendre connaissance, ou des</i></p>	Pour en savoir plus, voir la section D) ci-dessous.

	<p><i>personnes qui ont convenu par écrit de respecter les mêmes restrictions en matière d'utilisation et de divulgation des renseignements énoncées dans le présent contrat de coopération financée et qui sont également détentrices d'une attestation de sécurité de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) ou d'une inscription au Programme des marchandises contrôlées; à moins qu'une telle divulgation soit permise aux termes du paragraphe 4 de l'article 22 (Confidentialité) des CCUA 2035. Nonobstant ce qui précède a) pour les renseignements visés par le Programme de sécurité des contrats, l'entrepreneur de coopération financée ne divulguera aucun renseignement à quiconque qui ne possède pas d'attestation de sécurité de la Direction de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) et b) pour les marchandises contrôlées, l'entrepreneur de coopération financée ne divulguera aucune marchandise contrôlée à quiconque qui n'est pas inscrit ou exempté du Programme des marchandises contrôlées.</i></p> <p><i>L'entrepreneur de coopération financée atteste en outre qu'il a mis en place et maintiendra toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles qui sont énoncées dans toute instruction écrite ou orale émise par le Canada, pour protéger ces renseignements. Le non-respect de cet accord de non-divulgation constitue un manquement aux conditions générales. Un tel manquement peut faire l'objet de poursuites en justice conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs du Canada <u>ou</u> au Code de conduite pour l'approvisionnement ou aux autres politiques applicables.</i></p>	
091	<p>Renvoi à la modification 007 de l'invitation à se qualifier (ISQ) concernant l'annexe D – Entente de non-divulgation.</p> <p>Les définitions de « renseignements de nature délicate » et de « renseignements contrôlés » présentées à l'annexe D 1) semblent se chevaucher; ii) ne correspondent pas aux obligations qui s'appliquent aux personnes inscrites au Programme de sécurité des contrats et au Programme des marchandises contrôlées; iii) et contredisent les exigences en matière de confidentialité de l'article 22 (Confidentialité) des CCUA 2035.</p> <p>Renseignements de nature délicate La définition de « renseignements de nature délicate » comprend les renseignements classifiés et protégés, qui sont protégés dans le cadre du Programme de sécurité des contrats et peuvent seulement être divulgués aux entités ou aux personnes qui sont inscrites au Programme de sécurité des contrats et qui ont un « besoin de connaître ». Par conséquent,</p>	Pour en savoir plus, voir la section E) ci-dessous.

	<p>les permissions accordées aux termes des alinéas 1c) et d) entrent en conflit avec les obligations des personnes inscrites au Programme de sécurité des contrats au sujet des renseignements classifiés et protégés selon le Programme.</p> <p>a) Le Canada pourrait-il supprimer la mention de renseignements « classifiés » et « protégés » de la définition de « renseignements de nature délicate »?</p> <p>b) Si le Canada ne souhaite pas supprimer cette mention, pourrait-il i) expliquer la différence entre les renseignements « classifiés » et « protégés » dans la définition des « renseignements de nature délicate » et les renseignements protégés et classifiés assujettis au Programme de sécurité des contrats (qui s'inscrivent alors dans la définition des « renseignements contrôlés »); et ii) fournir le guide de classification avec l'autorisation de tâches?</p>	
092	<p>Renvoi à la modification 007 de l'invitation à se qualifier (ISQ) concernant l'annexe D – Entente de non-divulgence.</p> <p>Renseignements contrôlés</p> <p>En ce qui concerne les obligations pour les renseignements contrôlés, le paragraphe 2b) fait référence au Programme de sécurité des contrats et au Programme des marchandises contrôlées. Toutefois, dans le paragraphe 2b), on mentionne également « les exigences relatives à la sécurité établies dans l'annexe D (selon le cas) de la présente entente. »</p> <p>a) Le Canada pourrait-il ajouter l'annexe D à l'entente de non-divulgence?</p> <p>b) Si aucune autre exigence en matière de sécurité ne s'impose, le Canada pourrait-il supprimer cette mention pour assurer que les participants comprennent clairement leurs obligations?</p>	Pour en savoir plus, voir la section E) ci-dessous.

<p>093</p>	<p>Renvoi à la modification 007 de l'invitation à se qualifier (ISQ) concernant l'alinéa 7.1.2d) Garantie des travaux minimums – Ensemble des travaux – Autorisations de tâches.</p> <p>En lien avec cette nouvelle disposition, le Canada pourrait-il répondre aux questions suivantes :</p> <p>a) Le Canada pourrait-il revoir le sous-alinéa 7.1.2d)1., maintenant appelé e)1. afin de préciser que la garantie des travaux minimums de 10 % renvoi au 10 % du montant établi dans la disposition de la limitation des dépenses?</p> <p>b) Étant donné que les paragraphes ne sont pas numérotés, le Canada pourrait-il clarifier à quoi se rapporte le « paragraphe 3 » dans ce nouvel article?</p>	<p>a) La garantie des travaux minimum de 10 % réfère à la valeur monétaire précisée au paragraphe (e) de l'article Limite des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches.</p> <p>b) Le paragraphe 3 fait référence à la phrase intégrée à l'alinéa 7.1.2d) Garantie des travaux minimums – Ensemble des travaux – Autorisations de tâches. Plus particulièrement :</p> <p>« Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés. »</p>
<p>094</p>	<p>Renvoi à la modification 007 de l'invitation à se qualifier (ISQ) concernant l'alinéa 7.1.2d) Garantie des travaux minimums – Ensemble des travaux – Autorisations de tâches.</p> <p>Ce nouvel article exige que l'entrepreneur de coopération financée se tienne prêt à réaliser les travaux. Ce genre de clause s'applique normalement dans les contrats où un entrepreneur a pour mandat de maintenir des ressources et du personnel en tout temps pour travailler « sur demande » (p. ex. dans le cadre d'un contrat pour les interventions en cas d'urgence). Nous ne trouvons pas clair comment l'exigence de « se tenir prêt » s'applique à un contrat dont la participation est facultative comme le contrat de coopération financée. Nous faisons remarquer que l'article 09 des CCUA 2035 exige déjà une obligation relative à la « rigueur des délais ».</p> <p>Le Canada pourrait-il :</p> <p>a) supprimer l'obligation de se tenir prêt; ou</p> <p>b) si le Canada ne la supprime pas, clarifier le concept de « se tenir prêt » qui s'applique aux travaux des autorisations de tâches (AT) qui ont été acceptées par l'entrepreneur de coopération financée?</p>	<p>Consultez la section C) ci-dessous pour en savoir plus sur l'exigence de « se tenir prêt ».</p>
<p>095</p>	<p>Renvoi à la modification 007 de l'invitation à se qualifier (ISQ) concernant l'alinéa 7.1.2d) Garantie des travaux minimums – Ensemble des travaux – Autorisations de tâches.</p> <p>Nous ne savons pas comment les montants de la garantie des travaux minimums seront calculés si l'entrepreneur de coopération financée ne participe pas aux AT. Le sous-alinéa 7.1.2b)(VI) permet au Canada de réduire « la valeur en</p>	<p>Oui, la « valeur du contrat en dollars » signifie le montant total du contrat.</p>

	dollars du contrat de coopération financée de l'entrepreneur » par la valeur de l'AT refusée. a) Le Canada pourrait-il confirmer que « la valeur en dollars du contrat de coopération financée de l'entrepreneur » correspond à la valeur maximale du contrat?	
--	---	--

B) À la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, article 7.1.2 – Autorisation de tâches, alinéa 7.1.2 (b) (VI)

Supprimer :

« Si l'entrepreneur de coopération financée refuse une AT ou ne présente pas de réponse valide, la valeur en dollars de l'AT pourra être soustraite de la valeur du contrat de l'entrepreneur, et pourra être réaffectée en tout ou en partie, à la discrétion de l'autorité contractante, à un ou à plusieurs entrepreneurs de coopération financée. »

Insérer :

« Si l'entrepreneur de coopération financée refuse une AT ou ne soumet pas de réponse valide, la valeur monétaire de l'AT pourrait être soustraite de la valeur monétaire du contrat de l'entrepreneur et pourrait être réattribuée, à la seule discrétion de l'autorité contractante, en tout ou en partie, aux autres entrepreneurs de coopération financés par l'État.

La valeur monétaire soustraite reflétera exactement le coût moyen de l'AT pour chaque portée des travaux de l'AT. »

C) À la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, section 7.1.2 – Autorisation de tâches, point d) – Garantie de travail minimale – Tous les travaux – Autorisations de tâches.

Supprimer :

En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat.

Remplacer par :

En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient d'exécuter les travaux décrits dans le contrat tout au long de la durée du contrat.

D) À la modification 007 de l'ISQ - PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, Section 7.4 – Clauses du contrat subséquent

Supprimer en entier.

Remplacer par :

1. La coopération financée (CF) reconnaît et comprend que tous les renseignements fournis à l'entrepreneur de CF concernant le contrat de CF doivent être tenus confidentiels sans divulgation. En acceptant le contrat de CF, l'entrepreneur de CF atteste qu'il ne communiquera d'aucune façon l'existence du présent contrat de CF, son contenu ou toute information connexe à quiconque, à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement du Canada, sauf :
 - a. les représentants désignés de l'autorité contractante, technique ou d'approvisionnement du gouvernement du Canada;
 - b. les employés de l'entrepreneur de CF doivent être informés, à condition que ces employés aient convenu par écrit de garder tous les renseignements confidentiels selon des modalités qui ne sont pas moins strictes que ceux contenus dans le présent contrat de CF;
 - c. les tierces parties, y compris les sous-traitants ou les sociétés affiliées, uniquement lorsque cela est nécessaire afin d'analyser les conceptions ou solutions possibles dans le cadre des travaux; à condition que l'entrepreneur de CF ait obtenu le consentement écrit préalable du Canada à la divulgation et à condition que ces tierces parties aient les autorisations de sécurité requises et qu'elles aient accepté de garder les renseignements confidentiels selon des modalités qui ne sont pas moins strictes que celles qui figurent dans le contrat de CF. L'entrepreneur de CF accepte en outre de fournir immédiatement au Canada, sur demande, une liste de ces tiers et des détails concernant les renseignements divulgués.
2. L'entrepreneur de CF atteste en outre qu'il a mis en place et maintiendra toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles qui sont énoncées dans toute instruction écrite émise par le Canada, pour protéger ces renseignements. Le non-respect de cette entente de confidentialité constitue un manquement aux conditions générales. Un tel manquement peut faire l'objet de poursuites en justice conformément à la *Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs du Canada*, au Code de conduite pour l'approvisionnement ou aux autres politiques applicables.
3. Ces obligations de non-divulgation et les conditions générales 2035 22 Confidentialité demeurent en vigueur indéfiniment et, à moins qu'elles ne soient remplacées ou remplacées par écrit par le Canada, s'appliquent à tous les renseignements divulgués à tout moment dans le processus d'approvisionnement de l'infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du contrôle (ITI C2), notamment la phase de la demande de renseignements, la phase de l'invitation à se qualifier, la phase de la demande de propositions et la phase du contrat subséquente.
4. L'entrepreneur de CF ne doit pas modifier, retirer ou entraver tout avis de confidentialité ou tout autre avis concernant les renseignements et doit reproduire en totalité tous ces avis et toutes ces remarques dans toute copie, tout extrait ou tout autre document où pourraient figurer ces renseignements.

E0 À la modification 007 de l'ISQ – Annexe D – Entreprise – Entente de non-divulgence pour la participation au processus de demande de soumissions et de coopération financée

Supprimer en entier.

F) À la PARTIE 1 – Renseignements généraux, section 1.1 Introduction

Supprimer :

« les ententes de non-divulgence »

G) À la partie 1 – Renseignements généraux, section 1.8 – Autres entrepreneurs et ressources du secteur privé

Supprimer :

“Tous les entrepreneurs et toutes les ressources du secteur privé devront signer des ententes de confidentialité avant d’avoir accès à des renseignements et à des documents concernant le projet dans le cadre de ce processus d’approvisionnement”.

Remplacer par :

Tous les entrepreneurs et toutes les ressources du secteur privé devront signer des ententes de confidentialité avant d’avoir accès à des renseignements et à des documents concernant le projet dans le cadre de ce processus d’approvisionnement.

H) À la PARTIE 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, section 5.2.3 – Attestations préalables à l’attribution du contrat et renseignements supplémentaires, sous-section 5.2.3.1 – Entente de non-divulgence

Supprimer :

“Les fournisseurs qualifiés doivent remplir l’annexe D (Entente de non-divulgence) avant d’obtenir un contrat de coopération financé et d’y participer. L’entente de non-divulgence n’est obligatoire que pour les fournisseurs qualifiés qui participent à la phase du contrat de coopération financée. Toutefois, les répondants à l’ISQ sont encouragés à soumettre l’entente avec leur réponse à l’ISQ et à la renvoyer au Canada.”

Remplacer par :

Un fournisseur qualifié peut être tenu de conclure une entente de non-divulgence (END), à la discrétion du Canada, avant de recevoir un contrat de coopération financée (CF) et d’y participer, ou à tout moment pendant la période du contrat. L’END concerne les fournisseurs qualifiés qui participent à la phase de contrat de CF.

I) À la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, Section 7.13 – Priorité des documents (g) – Annexe D – Entente de non-divulgence

Supprimer :

(g) Annexe D, Entente de non-divulgence;

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.